

GÉOPOLITIQUE

Les rêves d'équilibre du sultan d'Oman

Voici un pays arabe dont on ne parle jamais, car épargné par les conflits qui déchirent le Moyen-Orient. En bons termes avec l'Iran comme avec les États-Unis Oman résiste aux desiderata saoudiens et pratique un despotisme savamment dosé. Cette « différence » est incarnée par le sultan Qabous, un souverain habile qui a bâti dans l'ombre une profonde stratégie d'influence. Mais l'heure de sa succession a sonné.



Écrit par Hugh Eakin publié le le 23 janvier 2015

LE LIVRE



Le Sultanat d'Oman par Marc Valeri,
Karthala, 200,

ACHETER LE LIVRE

Le 12 mars 2014, le président iranien Hassan Rohani, accompagné de ses ministres des Affaires étrangères et du Pétrole, du président de la banque centrale et d'autres hauts responsables du pays, survolait d'un saut de puce le golfe d'Oman pour rejoindre Mascate, la capitale du sultanat du même nom. Occupant la pointe orientale de la péninsule Arabique, là où le golfe Persique rejoint la mer d'Arabie, Oman appartient une partie du monde arabe connue pour son hostilité envers la République islamique. Plusieurs de ses voisins, dont le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite, sont engagés, en Syrie, dans une guerre par procuratie de plus en plus brutale contre Téhéran ; et l'Iran a plus d'une fois menacé d'empêcher les tankers transportant l'or noir des pétromonarchies de franchir l'exiguïté du détroit d'Ormuz, qui sépare la République islamique du sultanat d'Oman *[par où transite environ 30 % du pétrole mondial]*.

Le but de cette visite extraordinaire – la première du président Rohani dans la péninsule Arabique – était de discuter les liens économiques avec le sultan Qabous bin Saïd al-Saïd, qui dirige le sultanat depuis plus de quarante ans. En vingt-quatre heures, les deux pays ont conclu un accord initial pour construire sous le golfe d'Oman un gazoduc (1 milliard de dollars) et fournir du gaz iranien au sultanat pendant vingt-cinq ans.

Cet arrangement témoigne de la vitesse à laquelle la position de l'Iran dans le monde a évolué récemment. Au moment de l'élection de Rohani, en juin 2013, le pays subissait les conséquences désastreuses de longues années de sanctions économiques et d'isolement imposées par les États-Unis, proches alliés de ces ennemis de l'Iran que sont les monarchies situées de l'autre côté du golfe Persique, pour la plupart sunnites (1). Depuis, Téhéran a conclu avec Washington un accord intérimaire sur son programme nucléaire, Riyad a perdu énormément d'influence à Washington et les six membres du Conseil de coopération du Golfe – une alliance sous leadership saoudien dont Oman est l'un des fondateurs – sont de plus en plus divisés. En juin 2014, quand les extrémistes sunnites de l'État islamique ont déferlé sur la moitié nord de l'Irak, on entendit même parler de l'intérêt partagé de Washington et Téhéran pour la sauvegarde du pays. La presse a beau ne prêter à Oman qu'une maigre attention, ce changement spectaculaire est dû en grande partie au sultan Qabous, fidèle allié des États-Unis et doyen des monarques de la péninsule Arabique en termes de longévité au pouvoir.

Washington à l'écoute d'Oman

À la différence de ses homologues ostentatoires du Qatar et des Émirats, le sultan Qabous est depuis longtemps rétif à la publicité. Mais ces derniers temps, le monarque de 73 ans a fait valoir les intérêts de son pays dans les affaires régionales avec une vigueur inhabituelle. En août 2013, il était le premier chef d'État étranger à rendre visite au président Rohani à Téhéran, où il a également rencontré le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei après quoi on apprit qu'Oman avait accueilli dans le plus grand secret les discussions bilatérales entre responsables américains et iraniens qui allaient aboutir à l'accord intérimaire de l'automne 2013.

En décembre de la même année, Oman dénonçait publiquement le projet saoudien de transformer le Conseil de coopération du Golfe en une véritable Union politique, projet considéré par beaucoup comme une tentative des monarches héréditaires sunnites de contrer à la fois l'Iran chiite et les mouvements populaires arabes. À lieu de cela, à la fin du printemps 2014, le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite elle-même multipliaient les gestes d'ouverture envers Téhéran. Le 20 juin, le chef de la diplomatie omanaise était invité à la Maison-Blanche pour une rencontre avec le secrétaire d'État John Kerry. Celui-ci rappela à cette occasion que le sultanat avait permis aux États-Unis de « faire des choses qui auraient sans doute, sans son aide, été difficiles », ajoutant que Washington était particulièrement à l'écoute d'Oman sur l'Irak. Mais, pendant que les dirigeants occidentaux faisaient l'éloge de la diplomatie du sultanat, les Omanais avaient d'autres sujets de préoccupation.

Je suis arrivé à Mascate, ville côtière cernée de collines rocheuses, en février 2014, quelques semaines avant la visite de Rohani. Le premier jour, un tribunal a condamné à la prison deux anciens fonctionnaires – dans le dernier en date d'une série de procès pour malversations impliquant la compagnie pétrolière nationale, les ministères des Finances, du Logement et des Transports, ainsi que plusieurs hommes d'affaires du pays. Au même moment, le *Times of Oman* faisait son gros titre sur les « 100 000 expatriés en passe de perdre leur emploi pour cause d'omanisation », avec une enquête sur la volonté réaffirmée du pouvoir d'obliger les entreprises à embaucher des Omanais plutôt que des étrangers. Et *al-Balad*, un nouveau quotidien en ligne très pugnace, demandait s'il n'était pas temps pour le sultanat de se doter d'un Premier ministre.

Plus remarquable encore, ces questions étaient discutées publiquement, dans un pays où le moindre débat sur la politique du régime, *a fortiori* sur la réforme de la monarchie, est traditionnellement tabou. « Nous sommes dans une phase de grand changement », me confiait alors Saleh Zakwani, patron de plusieurs quotidiens indépendants et habitué aux démêlés avec les autorités. « Parfois, les règles ne sont pas claires. »

Alors que la région du Golfe et l'essentiel du grand Moyen-Orient sont embourbés dans la guerre civile et les divisions communautaires, Oman fait de plus en plus figure d'anomalie. Dominé par d'impressionnantes montagnes et des étendues immenses de désert rocailleux, le pays compte 4 millions d'habitants dispersés sur un territoire grand comme l'Italie. Il est coincé entre l'Arabie saoudite et l'arrière-pays yéménite, où Al-Qa jouit d'une immense influence. Et son régime est l'un des plus absolutistes de la planète.

Le sultan Qabous semble pourtant bénéficier d'une légitimité supérieure à celle des autres souverains de la Péninsule, même auprès des Omanais les plus critiques. Le pays ne compte pas de mouvements contestataires salafistes ou islamistes. La religion dominante, la branche ibadite de l'islam, est distincte des traditions sunnite et chiite mais à l'aise avec les deux. Malgré son appartenance à l'alliance des pays du Golfe, sous domination sunnite, et ses liens militaires étroits avec les États-Unis, Oman entretient des relations avec la République islamique depuis les années 1980, et le pays a parrainé les négociations de cessez-le-feu entre Téhéran et Bagdad pendant la guerre Iran-Irak. Et l'État policier est peu visible. Là où l'Arabie saoudite est connue pour ses *mutaween*, les membres de la police religieuse, et ses décapitations publiques, le sultanat s'est récemment illustré par l'inauguration, au centre de Mascate, du premier Opéra de la péninsule Arabique.

La société omanaise, à la différence de celles qui l'entourent, est d'une grande diversité, héritage du long passé d'empire maritime du sultanat. Mascate a longtemps fondé sa prospérité sur le commerce des esclaves dans l'océan Indien, et, pendant l'essentiel du XIXe siècle, le sultan a régné depuis Zanzibar, à plus de 3 000

kilomètres de la péninsule Arabique. Le sultan Faisal ibn Turki, l'arrière grand-père du souverain actuel, parle le gujarati et le swahili bien mieux que l'arabe (2).

Le pays compte d'ailleurs aujourd'hui une importante communauté de langue swahilie, ethniquement mélangée. Elle est composée à la fois d'Omanais d'origine, dont la famille est rentrée au pays après avoir passé plusieurs générations en Afrique, et de descendants d'esclaves (3). L'immense population baloutche d'Oman, issue de la communauté la plus vaste qui habite le sud-ouest du Pakistan, est sunnite et surreprésentée dans l'armée. De nombreuses dynasties marchandes de la côte sont d'origine indienne, de confession hindouiste et chiite (ismaéliens). Dans l'intérieur plus austère et conservateur du pays bat le cœur de l'islam ibadite, tandis que la région du Dhofar, au sud, est dominée par les tribus arabes sunnites, dont les Jabbalis, un peuple montagnard qui parle une langue sud-arabique qui lui est propre.

Islamistes indésirables

Tous ces groupes sont soudés, comme l'explique le politologue Marc Valeri dans *Le Sultanat d'Oman*, par l'« omanité », l'identité nationale soigneusement cultivée par le sultan Qabous. Les immeubles de Mascate sont bas, blancs, et souvent crénelés, comme pour se défendre contre les gratte-ciel à la façade de verre omniprésente dans les capitales voisines. (Depuis que le sultan a fait des citadelles historiques en pisé une composante majeure du patrimoine national, dans les années 1980, les éléments architecturaux qui s'en inspirent sont apparus partout, sur les façades des mosquées comme sur les climatiseurs.) Dans le Sud, le gouvernement a commencé à ériger une clôture de sécurité de 290 km le long de la frontière avec le Yémen, pour maintenir à l'écart les islamistes indésirables. En outre, bien que le pays soit un important producteur de pétrole et proche de l'Occident, Oman n'est pas membre de l'OPEP et les ONG étrangères y sont jugées importunes. Il compte parmi les rares États à n'avoir pas d'antenne nationale de la Croix-Rouge.

Le sultanat n'est pas pour autant imperméable au changement. Entre janvier et mai 2011, au moment des soulèvements arabes, le pays a connu ses premières manifestations de grande ampleur depuis des décennies : si les protestataires s'engageaient à soutenir le sultan, ils exigeaient aussi des réformes substantielles, notamment davantage d'emplois, un parlement indépendant et la fin de la corruption. « Ce fut une immense surprise » souvent rapportée par Mohammed Mahfoodh al-Ardhi, le président de la banque nationale. « Les Omanais sont très discrets. Ce fut un choc de voir des jeunes dans la rue. »

Car le sultanat n'est pas moins confronté que les autres pays de la région à de sérieux défis démographiques et économiques. La moitié de la population totale a moins de 25 ans, et la proportion est probablement plus élevée si l'on exclut les non-nationaux ; alors que les travailleurs étrangers, pour la plupart asiatiques, représentent environ 45 % des habitants, les jeunes Omanais eux-mêmes souffrent du chômage. Comme les autres monarchies du Golfe, le pays a cherché à répondre en partie à ce mécontentement en offrant de généreuses prestations sociales et des dizaines de milliers de nouveaux emplois publics. Mais les réserves pétrolières et gazières d'Oman – 85 % du budget du pays dépend des hydrocarbures – sont bien plus faibles que celles du Qatar et de l'Arabie saoudite, alors que les dépenses explosent.

Surtout, surtout, se pose la question du sultan, et de ce qui se passera quand il sortira de scène. Qabous a dirigé son pays bien plus personnellement que n'importe quel autre souverain du Golfe, et ce pendant quarante-quatre ans ; il porte les titres de ministre de la Défense, ministre des Affaires étrangères, ministre des Finances, Premier ministre et commandant en chef des forces armées. Mais le monarque célibataire, sans descendant, n'a pas désigné de dauphin. En outre, à la différence de l'Arabie saoudite et du Qatar, la famille régnante est restreinte, et très peu de ses membres ont occupé des postes importants au sein du gouvernement.

Selon la Loi fondamentale, que le sultan a promulguée en 1996, son successeur, de lignée royale, doit être choisi par le conseil de famille dans les trois jours qui suivent la mort du souverain ; si ses membres ne parviennent pas à se mettre d'accord, une lettre scellée du sultan doit être ouverte, qui désigne son successeur. L'incertitude

inhérente à ce dispositif a sidéré les dirigeants occidentaux. Pour F. Gregory Gause, spécialiste des pétromonarchies, « ce système paraît sortir tout droit d'un roman d'Alexandre Dumas ».

Une pétition fut remise au sultan Qabous, le 3 juillet 2010, à la veille du quarantième anniversaire de son accession au pouvoir. Signée par cinquante citoyens omanais, elle commençait par faire l'éloge des remarquables accomplissements du souverain. En 1970, à l'âge de 25 ans, celui-ci avait déposé son père, qui laissait derrière lui un pays profondément sous-développé et déchiré par une guerre civile. À présent, selon Nations unies, Oman se classe au premier rang mondial pour son « rythme de progrès » en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie. Parallèlement, le sultan s'est opposé à l'intolérance qui a contaminé l'essentiel de la Péninsule. Sa Majesté a réussi à « mener le pays sur une voie différente », écrivaient les auteurs de la pétition, et évité les « terribles aventures » engagées par les autres dirigeants de la région.

Les signataires nourrissaient néanmoins de grandes inquiétudes. La « Renaissance » (*al-nahda*) – selon le nom officiel de l'ère de développement accéléré qu'a connue le pays sous le règne de Qabous – n'avait engendré peu d'avancées politiques. Chaque acte de l'État ou presque était encore soumis à décret royal, et l'élite dirigeante, faite des chefs de tribu et d'un petit groupe de familles puissantes, avait à peine changé depuis les années 1970. Pour remédier à cette situation, les auteurs de la pétition demandaient au sultan une « Constitution contractuelle ». Tout en reconnaissant le souverain comme « chef spirituel et symbolique » du pays, le texte garantirait les droits fondamentaux et établirait une législature entièrement élue (des deux instances législatives d'Oman, le *majlis al-shoura* ou Conseil consultatif et le *majlis al-dawla* ou Conseil d'État, le premier est élu au suffrage universel depuis 2003).

« Participer au processus de décision national (...), voilà ce qu'appellent aujourd'hui de leurs vœux les citoyens d'Oman », écrivaient les signataires. Rien alors, pourtant, n'indiquait clairement que ce fût vrai. Les partis politiques sont interdits à Oman, et les institutions de la société civile sont quasiment inexistantes ; la simple suggestion d'un désaccord avec le sultan Qabous est résolument évitée. Malgré le ton respectueux de la pétition, de nombreux intellectuels progressistes avaient d'ailleurs refusé de s'y associer.

Sept mois plus tard, tout avait changé. En février 2011, alors que les peuples arabes se révoltaient contre les régimes autoritaires, des milliers d'Omanais descendaient dans les rues de Sohar, une ville industrielle du nord et de Salalah, au sud, pour protester contre le manque d'emplois et de libertés publiques. Dans la capitale, les manifestants se rassemblèrent devant les bâtiments officiels, et les étudiants dans les halls de l'université. On rédigea des projets de pétition pour exiger des réformes politiques, et quelque 7 000 Omanais signèrent une adresse en faveur d'une enquête publique sur la corruption. « Toutes les revendications que nous avons mentionnées dans nos arguments en 2010 étaient soudain portées par la rue », m'a confié Saïd al-Hashmi, auteur et militant des droits de l'homme qui avait alors contribué à organiser la pétition.

À Mascate, le leadership en fut ébranlé. « Cela nous a réveillés », m'a déclaré Sayyid Badr bin Hamad al-Busaidi, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et proche conseiller de Qabous. Et d'autres interlocuteurs m'ont confié que le sultan avait été très affecté par la mort de trois personnes lors d'affrontements avec la police.

Réagissant avec une rapidité inhabituelle, le monarque a remanié son cabinet, annoncé un élargissement des prérogatives du Conseil consultatif et du Conseil d'État, promis 50 000 nouveaux emplois publics, et diligé une enquête indépendante sur la corruption. Mais il a aussi édicté peu après une nouvelle loi pour contrôler la liberté d'expression sur Internet. Et, au printemps 2012, plusieurs dizaines de militants et de blogueurs étaient arrêtés.

Vivre avec son temps

Dans son discours annuel devant le Conseil d'État à l'automne 2011, le sultan avait déclaré qu'il veillerait dorénavant « avec plus de soin à offrir davantage de perspectives à la jeunesse », et souligné que l'institution jouirait désormais de « pouvoirs élargis (...) dans le domaine législatif et en matière de contrôle des dépenses publiques ». Mais il avait également prévenu, dans ce qui apparut comme un message direct aux manifestants et aux pétitionnaires, que « vivre avec son temps ne consiste pas à imposer ses idées à d'autres » et que « le radicalisme et l'excès ne doivent pas être tolérés ».

Au vu du pouvoir dont jouit à présent le sultan Qabous, il est difficile de se représenter qu'Oman existait à peine en 1970, quand les Britanniques aidèrent le jeune prince à déposer son père, le sultan Saïd bin Taimi. Saïd avait poursuivi une politique délibérée de sous-développement afin de conserver le peu d'autorité dont disposait, refusant à ses sujets l'accès aux écoles, aux routes, aux lunettes et même au ciment.

Quand arriva la fin des années 1960, la rébellion communiste dans la province déshéritée du Dhofar était devenue l'un des plus importants conflits armés qu'ait jamais connus la péninsule Arabique. Dans son dernier livre *Monsoon Revolution*, l'historien Abdel Razzaq Takriti montre l'extrême radicalité de ce soulèvement (4). Dans les « zones libérées », écrit-il, l'insurrection entraîna « la création d'un espace civique entièrement nouveau sous une autorité révolutionnaire unifiée ; l'abolition de l'esclavage ; la création – pour la première fois depuis l'arrivée de l'islam – de nouvelles identités supra-tribales ; l'abolition des cheikhs ; l'accession à des fonctions dirigeantes de personnes issues des tribus inférieures et de familles d'esclaves ; l'arrivée de la lecture et de la médecine moderne ; l'introduction de nouvelles cultures ; la diffusion des idéologies modernes ; (...) et, surtout, le déclenchement d'une très longue lutte armée ».

La menace que ces révolutionnaires représentaient pour les intérêts du Royaume-Uni au Moyen-Orient – les Britanniques avaient été expulsés du Yémen voisin en 1967 – motiva en grande partie la décision de remplacer le sultan Saïd par son fils, formé à l'académie militaire de Sandhurst, lors d'un coup d'État orchestré par Londres. Et même dans ces conditions, la rébellion ne fut écrasée qu'en 1976, après moult dépenses militaires et le déploiement de milliers de soldats des forces spéciales venus de Grande-Bretagne et de l'Iran du Shah.

Mais le sultan Qabous possédait des atouts inhabituels. Sa mère était la fille d'un important cheikh Jabali, qui lui conférait une légitimité locale dans le Sud. Et la découverte de pétrole à la fin des années 1960 lui permit de dépenser sans compter pour le Dhofar.

Et puis il y avait la religion. Bien que peu connu aujourd'hui, l'ibadisme remonte aux premières années de l'islam, en tant que rameau de la secte puritaine kharidjite, qui a rompu avec le califat au milieu du VIIe siècle (5). S'installant à l'intérieur d'Oman, les ibadites cherchèrent à se « dissocier » des autres musulmans et créèrent ce qu'on appelle l'imamat – une forme de gouvernement théocratique qui a perduré bon an mal an pendant plus d'un millénaire. Fait significatif, le chef de l'imamat était choisi non en raison de son ascendance mais au gré d'un processus de consultation avec les hommes en vue de la communauté. C'est la raison pour laquelle certains universitaires omanais affirment que les ibadites furent les « premiers démocrates » de l'islam.

Aussi puissant soit-il, le sultan Qabous a reconnu cette tradition. Lors de sa prise de pouvoir en 1970, il a recherché l'aval des différents chefs de tribu avant de prendre le titre de sultan. Et il semble que la non-désignation d'un héritier présomptif tienne en partie à la coutume ibadite. En 2007, le général Ali bin Majid al-Maamari, qui était alors le plus haut officier de l'armée omanaise, confiait à l'ambassadeur américain à Mascate que la nomination d'un successeur « contredirait notre tradition ibadite "démocratique", violerait propres principes du sultan et serait rejetée par les Omanais ».

Fossé générationnel

Je me suis un jour rendu par la route, à travers les monts Hajar, jusqu'à Nizwa, le siège historique de l'imam et principale ville de l'intérieur. Cette grande cité couleur sable, cernée de palmiers dattiers, fut dans les années 1950 le site d'une importante rébellion contre le précédent sultan ; et, en 2005 encore, un groupe de citoyens

de la ville ont été arrêtés pour avoir ourdi un complot présumé en vue de restaurer l'État théocratique. Cor l'anthropologue Mandana Limbert l'atteste avec force, les doléances dans cette partie du pays ont tendance porter davantage sur les influences de l'Occident décadent que sur le manque de libertés (6). À la différence Mascate, où j'ai rencontré de nombreuses commerçantes – souvent issues de familles parlant le swahili –, j'ai croisé très peu de femmes sur le marché de Nizwa. Et, surtout, durant les troubles de 2011, il n'y eut là quasiment aucune manifestation – comme dans les autres villes de l'arrière-pays. Mais seule une minorité d'Omanais vivent à présent dans l'intérieur, et les spécialistes estiment que les ibadites et les sunnites sont peut-être représentés à parts égales dans la population totale. Le statut particulier de l'ibadisme comme troisième branche de l'islam a dès lors aussi fourni aux dirigeants omanais un moyen d'éviter la politique identitaire islamiste qui a affecté l'essentiel de la région. Malgré cela, durant le Printemps arabe, Oman a été le théâtre des plus importantes manifestations de toutes les monarchies du Golfe, à l'exception de Bahreïn et de l'Arabie saoudite, pays où les griefs communautaires sont présents de longue date.

L'un des traits distinctifs du printemps omanais tient à la violence avec laquelle il a révélé le fossé générationnel entre les personnes assez âgées pour se souvenir de la misère du pays à l'arrivée du sultan Qabous et les jeunes qui ont grandi dans la perspective de l'abondance. Outre une monarchie constitutionnelle et un parlement indépendant, les manifestants de 2011 ont aussi revendiqué, par exemple, une baisse des factures d'eau et d'électricité ainsi que l'allongement des congés payés. La nature de leurs exigences a permis au gouvernement de faire retomber plus facilement la pression réformatrice. « Nous avons perdu beaucoup de soutiens », reconnaît Saïd al-Hashmi, le militant des droits de l'homme. « Il est difficile de poursuivre la lutte quand on vous offre un emploi et des avantages sociaux. »

Il existe cependant un domaine dans lequel les manifestations ont eu un effet profond sur la culture politique. Depuis le début de son règne, le sultan Qabous s'est appuyé sur le soutien indéfectible d'un petit nombre de familles marchandes, qui ont bénéficié de manière disproportionnée de la modernisation accélérée du pays. Dans les années 2000, il était devenu de règle d'attribuer systématiquement les grands contrats d'infrastructure à quatre ou cinq entreprises omanaises, situation qui a nourri les accusations de corruption généralisée. De 2011, le bureau du procureur, fort de ses nouvelles prérogatives, a lancé une série d'enquêtes sur des cas de trafic d'influence très médiatisés, dont une affaire mettant en jeu des dizaines de millions de dollars dissimulés sur un compte en Suisse.

« Le procureur est responsable directement devant le sultan et peut enquêter sur tout le monde », m'assure Saleh Shaibani, journaliste financier et éditorialiste dans un quotidien. « Cela ne se serait pas produit sans les manifestations. » Comme dans d'autres monarchies de la péninsule Arabique, la presse omanaise a longtemps été muselée, en particulier sur les questions liées au régime. Mais, presque chaque jour durant mon séjour en 2014, les journaux fourmillaient d'articles sur les scandales, ce qui semblait aussi encourager le débat sur d'autres sujets.

L'une des évolutions les plus spectaculaires fut le lancement en 2012 de *al-Balad*, un quotidien en ligne qui s'est engagé dans des débats politiques que les autres évitaient traditionnellement. Turki al-Baloutchi, le rédacteur en chef de 27 ans, explique que le journal a réussi à survivre en partie parce qu'il privilégie l'information sur l'opinion, évite la rhétorique passionnée, et donne aussi la parole aux représentants du pouvoir. Quand je lui demande si l'article publié en février sur la création éventuelle d'un poste de Premier ministre a fait scandale, il répond : « Certains pensent qu'avoir un chef de gouvernement susceptible d'être nommé et renvoyé allège un peu la pression qui pèse sur le sultan, et il pourrait y avoir une évolution sur ce point d'ici quelques années. Ce sont des questions dont nous pouvons parler sans aucun problème. »

Pour le sultan Qabous, autoriser cette modeste ouverture politique s'est également révélé un moyen de promouvoir la réforme, mais à ses propres conditions. Tout en rejetant l'union politique avec les autres monarchies du Golfe, Oman soutient une alliance de sécurité qui permettrait notamment aux pays de la région de se prêter mutuellement assistance en cas de troubles internes – comme cela s'est produit à Bahreïn en 2011.

quand l'Arabie saoudite a envoyé des troupes au secours du régime. Parallèlement, le conflit intercommunautaire croissant en Irak a nourri le sentiment, chez de nombreux Omanais, que la situation pourrait être bien pire.

La résilience du sultanat sera-t-elle suffisante pour affronter un déclin durable des prix du pétrole ? Les économistes estiment qu'il lui faut créer 50 000 postes chaque année uniquement pour répondre aux besoins des jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Plus inquiétant, les réserves pétrolières diminuent, et les coûts d'extraction explosent.

Sur fond de contagion rapide du conflit syrien en Irak et au Liban, et de soupçons persistants sur les ambitions nucléaires de l'Iran, on peut se demander si la nouvelle politique de compromis de la République islamique avec l'Occident pourra aller bien loin (7). Même si un accord nucléaire complet était trouvé d'une manière d'une autre entre l'Iran et le « groupe des six » – les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne –, il lui faudrait encore conquérir le soutien d'un Congrès américain fort sceptique.

Cela étant, plusieurs autres puissances du Golfe sont déjà en train de changer d'attitude vis-à-vis de l'Iran. Début juin 2014, l'émir du Koweït a fait sa première visite à Téhéran, un événement salué par le président Rohani comme un « tournant décisif » dans les relations entre les deux pays. L'événement s'est produit quelques jours après l'envoi par les EAU d'une délégation commerciale de premier plan en Iran, après huit années d'absence. Même l'Arabie saoudite a déclaré qu'elle espérait faire venir le ministre iranien des Affaires étrangères à Riyad, bien que ce projet semble en stand-by.

Si ce genre d'avancée mène à un rapprochement plus large, la politique de bon voisinage du sultan Qabous avec l'Iran se sera révélée exceptionnellement visionnaire. Reste à savoir si un accord sur le nucléaire bénéficierait vraiment à Oman. L'actuel régime de sanction a permis au sultanat de bénéficier du juteux commerce des produits de contrebande, qui partent des EAU et traversent la péninsule du Musandam en Oman, d'où ils sont acheminés, à travers le détroit d'Ormuz, jusqu'aux ports iraniens. Si les sanctions prennent fin, ce trafic déclinera brutalement. Et un surcroît de pétrole iranien sur le marché mondial pourrait faire baisser les prix, soumettant à plus forte tension le budget omanais.

Cela étant, sans accord nucléaire, le gazoduc entre Oman et l'Iran – une planche de salut potentielle alors que les réserves omanaises se tarissent – pourrait n'être jamais construit. Cela n'empêche pas le sultan de lever le capital pour le projet de construction d'une zone franche à Duqm, à près de 500 km au sud de Mascate. En jeu, 60 milliards de dollars pour édifier une raffinerie, un port à containers, un bassin de radoub et un hub logistique pour le transport des produits pétrochimiques. Reliée aux EAU, au Qatar, au Koweït, à Bahreïn et à l'Arabie saoudite par une ligne de chemin de fer à l'étude – et peut-être un jour par des pipelines –, la zone franche de Duqm pourrait finir par donner aux États du Golfe un accès direct à l'océan Indien et un moyen de contourner totalement le golfe Persique.

Comme d'habitude, le sultan répartit les risques. L'avenir de son pays reste dans une large mesure inconnu. Les défis – économiques, démographiques, politiques – qu'il affronte vont probablement s'aggraver. Mais, depuis 2011, Qabous a survécu au pire orage de son long règne et, pour le moment, semble autant en sécurité que n'importe quel monarque de la région. Peu d'observateurs imaginent que ce bilan puisse facilement lui survenir (8).

Les rêves d'équilibre du sultan d'Oman par Hugh Eakin



Books
LE MAGAZINE
ABONNEZ-VOUS !

Cet article est paru dans la *New York Review of Books* le 14 août 2014. Il a été traduit par Sandrine Loiselet.

Notes

- 1 | Le coût des sanctions depuis dix ans pour le pays serait de 480 milliards de dollars, soit un an de PIB.
- 2 | En Afrique orientale, cet empire comportait des îles relais (Zanzibar, Comores, Seychelles) et des escales (Mogadiscio, Mombasa, Kilwa...) qui contrôlaient par des comptoirs (Kigali, Bujumbura, Kampala...) un arrière-pays englobant la région des Grands Lacs. En Asie, les Omanais possédaient des colonies sur la côte

(Baloutchistan) et dans l'intérieur (Séistan). La dernière possession outre-mer du sultan de Mascate, l'enclave Gwadar, a été cédée au Pakistan en 1958.

3 | Hugh Eakin a corrigé dans un courrier, après publication, l'ambiguïté que contient son article : il faut distinguer les descendants d'esclaves des Omanais récemment revenus d'Afrique de l'Est. Les premiers, arrivés d'Afrique au XIXe siècle, se sont intégrés aux différentes tribus du pays ; tout en constituant une classe sociale séparée, leurs descendants parlaient l'arabe au bout d'une ou deux générations. Les seconds, en revanche, parlent toujours swahili.

4 | *Monsoon Revolution: Republicans, Sultans, and Empires in Oman, 1965-1976* (« La révolution de la mousson : Républicains, sultans et empires à Oman »), Oxford University Press, 2013.

5 | L'ibadisme n'existe plus qu'à Oman, à Zanzibar et au Maghreb. Bien qu'ils récuse cette parenté, les ibadites sont les derniers descendants de la troisième branche de l'islam, le kharidjisme, qui a refusé le compromis passé entre Ali et son rival Muawiya après la mort du calife Othman.

6 | *In the Time of Oil. Piety, Memory, and Social Life in an Omani Town* (« Au temps du pétrole. Piété, mémoire et sociale dans une ville omanaise »), Stanford University Press, 2010. Sur la manière dont les habitants de Bahja, une ville-oasis de l'intérieur d'Oman, ont vécu les mutations engendrées par la découverte du pétrole.

7 | L'espoir suscité par cet accord intérimaire a été douché fin novembre dernier, avec l'échec (temporaire) des négociations de Vienne pour un accord final. Pour éviter la rupture, la date butoir pour les pourparlers a été repoussée de sept mois, au 30 juin 2015. En attendant, les modalités de l'accord intérimaire sont prorogées. L'Iran a accepté de limiter ses capacités d'enrichissement d'uranium en contrepartie d'une levée partielle de sanctions.

8 | Le sultan, gravement malade, est soigné depuis plusieurs mois en Allemagne.

0 COMMENTAIRE

Nom *

Entrez votre nom

Adresse de contact *

Entrez votre email

Commentaire

Message